

Haïti-Crise alimentaire : Aggravation de la vie chère en perspective

jeudi 7 août 2008



P-au-P, 07 août 08 [AlterPresse] --- La situation d'insécurité alimentaire pourrait bien s'aggraver en Haïti d'ici à la fin de l'année 2008, particulièrement à cause du niveau élevé des prix, constate la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA).

Le premier facteur d'insécurité alimentaire en Haïti, selon la CNSA, est actuellement la difficulté d'accès aux aliments devenus extrêmement chers, notamment en milieu urbain.

La situation se caractérise par des conditions de sécurité alimentaire précaire en dépit d'une récolte de printemps relativement bonne (juin-juillet 2008).

Les prix des aliments de base (riz, maïs, haricot, sorgho) sont restés élevés, selon la CNSA, une institution publique qui relève du ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (Marndr).

La flambée des prix des céréales et du pétrole au niveau international continue d'empêcher une amélioration de la sécurité alimentaire, souligne la CNSA.

50 pour cent de la population, soit environ quatre millions de personnes, seraient généralement touchés par l'insécurité alimentaire.

La CNSA précise qu'« environ 2,3 millions personnes, situées surtout dans les zones relativement arides du Nord-Ouest et du Nord-Est, et dans les quartiers pauvres des villes, font face actuellement à une insécurité alimentaire modérée ou aiguë ».

A cause de leur vulnérabilité aux cyclones, la péninsule Sud regroupant les Nippes, la Grand'Anse, le Sud et le Sud-est, est classée parmi les zones d'insécurité alimentaire.

Faisant allusion à un probable ralentissement de l'économie américaine qui pourrait réduire les transferts de la diaspora haïtienne, la CNSA pense que l'insécurité alimentaire pourrait se dégrader davantage en Haïti.

Les transferts d'argent de la diaspora vers Haïti sont de 1.65 milliard de dollars pour l'année 2006, selon une enquête de la Banque interaméricaine de développement (BID) menée auprès de plus d'un million de personnes.

A ces problèmes s'ajoute la rentrée des classes qui, selon l'analyse de la CNSA, représente un événement majeur qui pourrait affecter grandement l'économie des ménages dans le contexte actuel où les revenus stagnent et où l'emploi reste extrêmement faible.

Tout cela, selon la CNSA, risque d'entraîner de nouvelles manifestations violentes contre la cherté de la vie, alors que le gouvernement est incapable de subventionner les prix du riz et du carburant.

Les secousses de la récente hausse du prix du transport en juillet vont être ressenties à la rentrée des classes au début de septembre prochain et durant tout le reste de l'année, estime la CNSA.

[do apr 07/08/2008 11 :50]